



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales
Bureau de l'environnement**

Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2025-0535

du **24 DEC. 2025**

**portant prescriptions de mesures d'urgence à l'entreprise 110 BOURGOGNE
exploitant un silo de céréales
sur le territoire de la commune d'ÉTAIS-LA-SAUVIN**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 512-20 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 28 novembre 1986 à la société 110 BOURGOGNE pour l'exploitation d'un silo de stockage de céréales sur le territoire d'ÉTAIS LA SAUVIN ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 décembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport d'accident télétransmis par l'exploitant le 19 décembre 2025 en application des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 10 décembre 2025 ;

VU les observations sur le projet d'arrêté précité émises par l'exploitant le 15 décembre 2025, et en particulier le rapport de la visite du 13 novembre 2025 établi par la société CERES SOLUTIONS ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-20 du code de l'environnement prévoit qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-20 du code de l'environnement prévoit que ces mesures sont prescrites par arrêté pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente ;

CONSIDÉRANT que des fissures ayant conduit à des écoulements de céréales en dehors des cellules d'un silo de 12 cellules (10+2) touchant la tour de manutention ont été détectées le 12 novembre 2025 au niveau des cellules 1 et 3 du silo 110 BOURGOGNE sur le territoire d'ÉTAIS-LA-SAUVIN ;

CONSIDÉRANT que des fissures ont déjà été détectées sur d'autres cellules du même silo lors de la décennie précédente ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite du 13 novembre 2025 de la société CERES SOLUTIONS transmis par l'exploitant ne fait pas état de contrôles techniques sur site, ni de calculs de résistance mécanique du silo dans son état actuel, ce qui ne permet pas d'en justifier les conclusions quant à la résistance de la structure du silo dans les conditions d'exploitation proposées ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'éléments justificatifs, il ne peut être exclu que ces fissures soient susceptibles de conduire à la rupture, voire la ruine du silo, et par conséquent soient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, le silo doit être intégralement vidangé afin de limiter la pression exercée par les grains sur les parois, et ainsi réduire le risque de rupture ou de ruine ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a indiqué que le silo devrait être vide le 19 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que même si le silo est intégralement vidangé, les informations disponibles à date ne permettent pas de garantir l'absence de risque de rupture ou de ruine du silo et que, par conséquent, l'exploitant doit prendre toute disposition nécessaire pour mettre et maintenir en sécurité les abords du silo ;

CONSIDÉRANT que le stockage de céréales dans les autres cellules que les cellules 1 et 3 nécessite que l'exploitant ait justifié l'absence de risque de rupture ou de ruine, notamment par une étude de structure (basée notamment sur les données du dossier d'ouvrage exécuté (ou tout document équivalent), des contrôles techniques sur site, un calcul de résistance mécanique du silo ou toute autre méthodologie dont l'exploitant devra justifier la pertinence), et défini les modalités applicables à cette reprise d'activité ;

CONSIDÉRANT que le stockage de céréales dans les cellules 1 et 3 nécessite *a minima* que l'exploitant réalise des travaux et justifie que ces travaux garantissent la résistance de la structure de l'intégralité du silo ;

CONSIDÉRANT l'urgence à mettre en œuvre ces mesures ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

A R R Ê T E

Article 1er – Objet

La société 110 BOURGOGNE, exploitant un silo de stockage de céréales sur le territoire de la commune d'ETAI LA SAUVIN, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté, pour son établissement implanté 37 rue de la Gare - 89480 ETAI LA SAUVIN.

Article 2 – Mesures d'urgence

L'exploitant procède à la vidange du silo de 12 cellules (10+2) touchant la tour de manutention, **dans un délai n'excédant pas 1 jour à compter de la notification du présent arrêté**, ainsi qu'à la mise en sécurité de son silo de stockage de céréales sans délai et au maintien de cette mise en sécurité jusqu'à la fin des études et travaux nécessaires au redémarrage des installations.

Article 6 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de la Transition écologique d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux. L'absence de réponse sous un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Article 7 – Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire d'ETAIS LA SAUVIN,
- Madame la Directrice générale de l'Agence régionale de santé de Bourgogne franche-Comté,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL,

Fait à Auxerre, le **24 DEC. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Cécilia MOURGUES

Les modalités de vidange du silo sont déterminées par l'exploitant de manière à limiter autant que possible les contraintes mécaniques sur la structure du silo et sur la tour de manutention (par exemple la vidange des cellules selon un ordre de priorité à définir, ou la vidange des cellules pour abaisser de manière homogène le niveau de grains, etc.).

L'exploitant met en œuvre des mesures permettant de pallier la destruction de la case à poussières et en informe l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit, si nécessaire, un périmètre d'isolement vis-à-vis des tiers en rapport avec une éventuelle ruine du silo. Il informe le maire et les tiers potentiellement concernés de la situation d'un risque de mise en péril.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès réalisation de ces prescriptions ou justifie l'absence de nécessité d'un tel périmètre.

En complément du rapport d'accident du 19 décembre 2025 susvisé, l'exploitant transmet dans les plus brefs délais une étude de structure de l'ensemble du silo une fois vidangé. Cette étude est basée notamment sur les données du dossier d'ouvrage exécuté (ou tout document équivalent), de contrôles techniques sur site, d'un calcul de résistance mécanique du silo, ou toute autre méthodologie dont l'exploitant devra justifier la pertinence.

Article 3 – Redémarrage des installations

Le stockage de céréales dans les cellules 1 et 3 pourra reprendre sur accord de l'inspection des installations classées, notamment après que l'exploitant ait réalisé des travaux et justifié (sur la base des données du dossier d'ouvrage exécuté ou tout document équivalent, de contrôles techniques sur site, d'un calcul de résistance mécanique du silo, ou toute autre méthodologie dont l'exploitant devra justifier la pertinence) que ces travaux garantissent la résistance de l'intégralité de la structure du silo.

Le stockage de céréales dans les autres cellules que les cellules 1 et 3 pourra reprendre sur accord de l'inspection des installations classées, après que l'exploitant ait justifié, notamment par une étude de structure, l'absence de risque d'effondrement et définit les modalités applicables à cette reprise d'activité. Cette étude est basée notamment sur les données du dossier d'ouvrage exécuté (ou tout document équivalent), de contrôles techniques sur site, un calcul de résistance mécanique du silo, ou toute autre méthodologie dont l'exploitant devra justifier la pertinence.

Article 4 – Sanctions possibles

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 – Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

L'arrêté sera notifié à la société 110 BOURGOGNE.